

Suisse - tiers monde, l'enlissement

Autor(en): **Etienne, Gilbert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **40 (1982)**

Heft 3

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-138880>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Suisse—Tiers monde, l'enlisement

Gilbert Etienne,
*professeur aux Instituts universitaires de hautes études internationales
et d'études du développement, Genève*

Le débat sur la coopération avec le tiers monde s'est engagé de manière sérieuse dans notre pays à partir de 1955. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

LA CONFUSION

Au cours des premières années prévaut un certain flottement dans l'opinion et au niveau des autorités. La question clé, *pourquoi participer au développement du tiers monde* n'est pas posée de manière claire. Toutes sortes d'arguments moraux, politiques, commerciaux s'entrecroisent. A condition d'être modeste «l'aide» passe la rampe sans peine au Parlement.

Déjà en 1962, nous nous demandions si le moment n'était pas venu de clarifier les enjeux autour de la convergence des intérêts à moyen et long terme*. Vingt ans plus tard, le flottement s'est transformé en confusion, polémiques, tensions, dont les aspects sont souvent cocasses. Ainsi voit-on les partisans d'une Suisse repliée sur elle-même utiliser les mêmes arguments que les militants pour un «autre développement» lorsqu'il s'agit de critiquer la Banque mondiale! Les multinationales sont devenues la cible favorite de plusieurs organisations privées. Déjà lourd, le climat s'est encore envenimé, en 1981, avec l'ouverture d'un nouveau front: les polémiques entre certains milieux de l'économie privée et la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA).

Le gros de l'opinion publique suit d'un œil distrait ces empoignades qui l'incitent encore plus à se capitonner dans une indifférence «plutôt contre». Le Parlement, image fidèle des électeurs, vote en toute sérénité les coupures aux crédits de coopération proposées par le Conseil fédéral dans le cadre général des restrictions budgétaires.

Sous-jacente derrière ces attitudes se retrouve l'idée que l'aide aux pays en développement reste un aspect secondaire de notre vie économique et sociale, surtout dans une période de vaches maigres.

En substance se dégage le circuit suivant: le Conseil fédéral n'ose pas faire plus, car il est à la remorque du Parlement. Ce dernier ne peut faire plus, car il est à la remorque de l'opinion publique. Comme celle-ci est ballottée par des courants contraires, elle ne sait pas où elle va. Ainsi, le nœud du problème se situe à ce dernier niveau, d'où la question suivante: qui va prendre l'initiative de débloquer la situation ?

L'ÉTAT DE LA QUESTION DANS L'OPINION

Malgré quelques progrès, l'ignorance des civilisations vivantes d'outre-mer et du développement contemporain restent considérables, ce qui est parfaitement normal, à voir l'absence quasi complète de ces matières dans les programmes scolaires et, très souvent,

* Cf. notre article dans la *Revue économique et sociale* de juillet 1962.

universitaires¹. Dans ce domaine — et peut être dans d'autres — la culture bourgeoise et celle des catégories à revenu plus modeste ne diffèrent guère. Les esprits distingués des beaux quartiers étalent les mêmes préjugés que le boutiquier du coin. Fait plus piquant, sur certains points, grands bourgeois et «gauchistes», adolescents et parents tiennent les mêmes propos erronés².

Les cris d'alarme ont beau se succéder depuis plus d'un quart de siècle³, aucun service cantonal de l'instruction publique ne s'est attaqué de manière sérieuse à des révisions des programmes scolaires dans ces directions⁴.

Sur ce premier handicap s'en greffent d'autres. Quelles que soient les explications, l'idée d'*aide*, de philanthropie, vient spontanément à l'esprit de la plupart des gens qui, là-dessus, haussent les épaules. Le sujet n'accroche plus; il provoque même la hargne: «Parlons d'aide... à des Amin Dada et autres potentats.»

Ces attitudes sont finalement compréhensibles. Elles montrent que nos autorités ne sont pas parvenues à faire passer un message convaincant. Or, quels pourraient être les arguments de celui-ci?

NOUS SOMMES TOUS DANS LE MÊME BAIN

Premier impératif: extirper des esprits la notion d'aide, car elle est complètement dépassée par l'interdépendance économique croissante de l'ensemble du globe⁵. Riches ou pauvres, de nombreux pays dépendent à la fois du pétrole du Moyen-Orient et du blé américain. Nos banques accueillent les pétro-dollars qui facilitent leurs opérations de crédit destinées aux pays du tiers monde. Pour nous rembourser, ceux-ci doivent augmenter leurs exportations de produits manufacturés vers l'Occident, le Japon, et, le cas échéant, divers pays du Sud. Les économies en développement ont besoin de nos apports technologiques. Que dire aussi de la grande dépendance de nos industries en métaux non ferreux originaires du tiers monde...

Ces liens sont rendus encore plus complexes par le réseau des multinationales, qui tisse sa trame à travers l'univers, quelles que soient les frontières et les idéologies. Les grandes sociétés américaines et européennes se font bousculer par les japonaises. Celles-ci sont talonnées par la Corée du Sud, les entreprises de Hong-Kong ou de Taïwan. Les Indiens, les Brésiliens, les Mexicains créent leurs multinationales qui, comme celles d'Occident, peuvent relever de l'Etat ou du secteur privé. Des opérations conjointes apparaissent entre telle firme européenne et un partenaire asiatique ou latino-américain. Parfois, la *joint venture* s'exerce dans un pays tiers. Les Indiens cherchent à collaborer avec les Coréens... En bref, la gamme des possibilités d'action et de coopération, les liens d'interdépendance, ne cessent de s'accroître sous la poussée de deux grandes tendances.

L'une tient à l'expansion et à la diversification des économies de cet ensemble toujours plus disparate qu'est le tiers monde. Aux Etats industriellement avancés déjà cités s'ajoutent d'autres: la Chine, bientôt le Pakistan et l'Egypte, ainsi qu'un nombre croissant de

pays latino-américains. Le mouvement est, en revanche, plus lent en Afrique noire, conséquence de points de départ très fragiles au moment des indépendances dans les années 1960.

Longtemps classés comme fournisseurs de matières premières, les pays en développement exportent aujourd'hui à peu près autant de produits manufacturés ou semi-finis que de matières premières, pétrole non compris.

La seconde tendance touche les pays industrialisés. Jusqu'en 1973, leur commerce s'est élargi plus vite entre eux que leurs échanges avec le tiers monde. Or, cette caractéristique est en train de changer à la suite du choc pétrolier de 1973 et du fort tassement de la croissance de nos économies. Il est de plus en plus clair que c'est vers le tiers monde — et pas seulement les pays pétroliers — que nos entreprises parviendront à pousser leurs exportations ou à éviter des baisses.

De ce tableau, il ressort une vérité simple : coopérer avec le tiers monde pour renforcer les échanges réciproques correspond autant aux intérêts de nos partenaires qu'aux nôtres, à ceux de nos patrons, employés, ouvriers. *On peut donc parler d'une double solidarité : Nord-Sud et au sein de nos propres sociétés.*

Une telle optique n'a rien de mercantile. Elle exige de notre part des efforts qui dépassent la promotion des ventes. Elle justifie des engagements de l'Etat et du secteur privé, l'ensemble renforcé d'un peu d'ouverture d'esprit, de caractère et d'imagination.

Objection classique : nous allons «aider» ces pays à tuer nos industries. Des restructurations s'imposent qui peuvent être douloureuses, mais qui correspondent à nos intérêts à long terme et c'est là où apparaît un nouveau maillon de l'interdépendance. Souvenons-nous aussi que plus une économie progresse et se diversifie, plus les possibilités d'échanges s'étoffent, comme ce fut le cas entre pays riches dans la période 1950-1973.

D'autres traits de solidarité se manifestent sur le plan politique. Certes le slogan «le développement est le nouveau nom de la paix» ne correspond pas forcément à la réalité. D'un autre côté, maintenir dans le concert des nations des sortes d'Etats-parias condamnés à la misère constitue une source de tensions qui peuvent avoir des répercussions jusque dans nos sociétés.

Ces idées n'ont rien de très original. Elles ont été dites et redites depuis au moins deux décennies. Plus récemment elles ont été reprises dans le rapport de la Commission Brandt et elles constituent un leitmotiv de Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures en France⁶.

Cette thèse de la convergence des intérêts conduit, si on l'admet, à une révision profonde du débat Nord-Sud. La coopération devient alors une des pièces maîtresses de nos politiques économiques. Il n'est plus question d'y pratiquer des coupes budgétaires, mais au contraire de la renforcer.

Ceux qui soutiennent ce point de vue évoquent volontiers le Plan Marshall. Or il faut bien distinguer : le dit plan se jouait entre partenaires d'une même civilisation, entre pays menacés par un danger commun, pour lesquels il s'agissait plus de reconstruire que de développer, cette dernière tâche étant beaucoup plus compliquée. Reste par contre pertinente la référence à *l'esprit* du Plan Marshall : clairvoyance, intelligence, largeur d'esprit.

L'ENLISEMENT

Ces grands traits d'une politique d'information susceptible de secouer l'opinion en exorcisant la fausse notion d'aide, avec tous ses sous-entendus, sont simples à comprendre. Tel ou tel élément est souvent abordé par nos hommes politiques, notre administration, mais l'effort n'est pas assez systématique et percutant.

Les routines, les difficultés quotidiennes et combien d'autres éléments font échec à une véritable *volonté politique* de placer le débat au niveau qu'il exige, que ce soit en Suisse ou dans d'autres pays occidentaux. Il faut cependant rendre hommage à nos autorités⁷ pour la fermeté avec laquelle elles résistent aux pressions protectionnistes. Mais — et c'est là où l'on retombe dans les contradictions — la défense de cette ligne serait facilitée par une meilleure compréhension de la solidarité ou convergence des intérêts.

Cette thèse ne plaît pas à tout le monde. Elle est vivement attaquée par les organisations privées qui militent pour un autre développement, tirent à boulets rouges sur les multinationales, critiquent l'Office fédéral des relations économiques extérieures et parfois même la DDA.

Par ailleurs, les organisations militantes de coopération n'ont guère de prise sur l'homme de la rue. Comme l'écrit P. Pradervand à propos de plusieurs pays européens, dont la Suisse: «Les ONG (Organisations non-gouvernementales) ne continuent qu'à toucher une minorité de gens, souvent une minorité de convertis», dans un esprit volontiers «élitiste» et «progressiste», renforcé par «la certitude presque évangélique de détenir la vérité»⁸.

Pour sortir de ces débats stériles, il faudrait procéder à l'examen précis des différents points de vue et, partout où on le peut, trancher, tailler dans le vif, et dénoncer le dogmatisme qui se porte aussi bien à gauche qu'à droite. Or, jusqu'à maintenant on a plutôt cherché à faire plaisir à tout le monde, à ménager chaque partie.

De leur côté, les milieux économiques ne se mettent pas en quatre pour clarifier le débat. Certains grands patrons continuent encore aujourd'hui à parler de «l'aide» des investissements privés, ce qui suscite à juste titre les hauts cris des contestataires. Il est vrai que les investissements privés étrangers dans le tiers monde constituent, dans les opérations bien conduites, des apports au développement qui s'inscrivent dans la problématique de l'interdépendance. Toutefois ce n'est évidemment pas de l'aide.

Lors du référendum sur le crédit à l'IDA (Banque mondiale) de 1976, la grande industrie et les banques n'ont pas débordé de zèle en faveur du oui. Dans les cercles des moyennes et petites entreprises, l'indifférence voisinait avec les positions négatives. Certaines associations patronales avaient recommandé le non, d'autres tout juste l'abstention.

Les partis politiques ne font pas non plus preuve de beaucoup d'ardeur à introduire la coopération avec le tiers monde au centre des discussions sur notre politique économique. Partis socialiste et démocrate-chrétien font un effort qui mériterait d'être mieux axé sur l'interdépendance. Quant aux partis bourgeois, à part quelques voix lucides et isolées, ils votent sans broncher — ou presque — les coupures du budget fédéral à la coopération.

A propos de l'«initiative 0,7» à Genève, l'attitude des partis bourgeois n'est pas moins typique. Ils critiquent les modalités de ce projet de fonds cantonal d'aide au développement

avec des arguments dont certains sont défendables, mais ils se sont bien gardés (sauf à la dernière minute) de proposer un contre-projet, préférant se laisser bercer par la houle tranquille de l'indifférence.

EN CONCLUSION

Il est des circonstances où le coup d'envoi doit venir du pouvoir politique, dans un langage haut et clair. Les suggestions dans ce sens n'ont pas manqué depuis longtemps et le besoin d'agir devient urgent pour sortir du cul-de-sac où nous nous trouvons, comme bien d'autres pays occidentaux (voir notamment la politique restrictive des Etats-Unis à l'égard du tiers monde).

Le cas de la Suisse se trouve aggravé par notre misérable «aide publique», qui nous cause du tort et restreint nos capacités de manœuvre dans les négociations internationales.

Or, aucun signe n'indique un éventuel changement de cap. Bien plus, l'affaire de l'entrée à l'ONU va absorber l'attention et les énergies jusqu'au milieu de 1984, avec de sérieux risques de refus populaire, alors qu'une politique de coopération plus conforme à nos intérêts et à ceux de nos partenaires constitue à long terme un enjeu plus important que notre éventuel fauteuil à Manhattan⁹.

Sommes-nous trop pessimistes ou trop négatifs? Certes, il existe des hommes politiques, plusieurs hauts fonctionnaires à Berne, certains industriels, qui poussent à la roue, cherchent à améliorer notre politique de coopération ou luttent pour éviter le pire. Ici et là, ils marquent des points.

D'un autre côté, comment ne pas percevoir le poids croissant des esprits myopes, de l'inertie, du rejet de toute option majeure et bien tracée. Et que le lecteur ne se méprenne pas. Loin de nous l'idée si répandue chez les intellectuels de sourire du prix du lait. Les «petites choses» ont dans la vie d'un Etat leur importance comme les grandes. Une ligne cohérente permettrait de mieux s'occuper, et des détails et de l'ensemble.

¹ Rappelons toutefois le rôle de certains instituts universitaires en Suisse romande et en Suisse alémanique et les liens très positifs qu'ils entretiennent avec la DDA.

² Un premier exemple: l'affirmation selon laquelle l'Inde ne se développera pas avant d'avoir supprimé son système des castes. Un deuxième: l'admiration béate de la Chine de Mao Tsé-toung pendant si longtemps.

³ Signalons une récente initiative privée: le Service école-tiers monde de P. Pradervand, à Lausanne.

⁴ Quels sont les critères objectifs qui permettent de classer comme branches secondaires géographie et histoire, face au latin, branche principale prestement oubliée sitôt après le baccalauréat?

⁵ Pour plus de détails, cf. G. Etienne: *Pour relancer la coopération Suisse-tiers monde*, Berne, 1981, Paul Haupt, Publications de l'Association suisse de politique étrangère.

⁶ Il tenait déjà ce langage à la Commission économique européenne.

⁷ Rappelons que la Suisse est un des pays occidentaux qui résiste le mieux à ces tentations.

⁸ P. Pradervand: *L'éducation pour le développement dans six pays européens...*, rapport préparé pour la DDA, nov. 1981. A paraître en résumé dans *Entwicklung-Development*, périodique de la DDA.

⁹ D'aucuns nous font remarquer que les débats sur l'ONU seront l'occasion de reprendre le dossier tiers monde. Attendons de voir!